

Forum sur les sources de croissance en Mauritanie

Politiques macroéconomiques et croissance

L'hôtel, Novotel Tfeita a abrité, le lundi 18 juillet 2005, le Forum sur les sources de croissance en Mauritanie (18 au 19 juillet), organisé conjointement par le ministère des Affaires Économiques et du Développement (MAED) et le Centre Mauritanien d'Analyse de Politiques (CMAP) concepteur du rapport de base. Ce dernier, fruit d'un travail de longue haleine, se distingue par son originalité, car réalisé par un groupe de cadres du CMAP et de consultants nationaux, bref issu d'une expertise totalement mauritanienne.

Le mot d'ouverture a été prononcé par M. Sidi Ould Didi, ministre des Affaires Economiques et du Développement, en présence de MM. Mohamed Khaled Ould Sidiya, ministre des Finances de Hamadi Ould Meimou, Commissaire aux



Sidi Ould Didi à l'écoute.

Droit de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion (CDHLCPI), de Mohamed Ould Bouamattou, Président du CMPM et de Mohamed Aly Ould Lemrabott, Conseiller Stratégique au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Suite p.3

Forum sur les sources de croissance en Mauritanie

Politiques macroéconomiques et croissance

Dans son allocution, le ministre a remercié les cadres du CMAP pour la qualité du travail accompli. " Aujourd'hui plus que jamais, la concurrence entre les nations se jouent sur le plan économique, et c'est à juste titre que dès la moitié des années 80, sous l'impulsion des orientations éclairées du Chef de l'Etat,

M. Maaouya Ould Sid'Ahmed Ould Taya, l'Etat s'est désengagé des secteurs à plus-value élevée, comme le secteur industriel, en faveur du privé. " a-t-il dit. Il a ensuite rappelé que la croissance économique, aussi modeste soit elle, a toujours été au rendez-vous, et la pauvreté a reculé grâce aux programmes mis en œuvre par le gouvernement sous la conduite du Premier Ministre M. Sghair Ould Mbareck. " Des programmes ambitieux qui ont conduit à la modernisation de l'Administration, et à des changements économiques et sociaux de taille à l'aube l'ère pétrolière et de l'exploitation tous azimuts des richesses de notre sous-sol. Cette étude vient à point nommé en complément du Cadre Stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), les opérateurs économiques, le comité national de suivi et tous les acteurs de la sphère économique doivent s'engager résolument, dans des voies similaires pour la promotion de l'investissement, la croissance économique et la lutte contre la pauvreté " a-t-il ajouté.

Les travaux proprement dit du Forum ont démarré avec une séance plénière présidée par M Ahmed Salem Ould Tebakh, conseiller du Président qui a introduit M. El Hassène Ould Zein (CMAP), coordinateur de l'atelier sur les sources potentielles de croissance, et invité les participants à être attentifs à la présentation de l'Etude, qui sera suivie par des discussions préliminaires et la définition de la méthodologie de constitution de groupes où l'essentiel du travail se fera durant ces deux jours.

Le rapport assez volumineux s'articule autour de trois axes, Politiques macroéconomiques et

croissance (évolution économique et croissance), Politiques macroéconomiques et les politiques sectorielles et la croissance (secteur rural, pêches, mines et pétrole).

Le Coordinateur a indiqué, tout d'abord, qu'en matière de Revenu National (RN), d'une part, le revenu national par habitant qui était de 180\$ en moyenne en 1970, a progressé de 1,35 % à 280\$ en 2002, soit un revenu moyen de 404\$.

Evolution du PIB

Son évolution a passé par trois étapes, de 1972 à 1981 où il a augmenté en moyenne de 11 % ; de 1985 à 1992 avec une baisse annuelle moyenne de 6,1 %, et de 1990 à 2002 où malgré les programmes de lutte contre la pauvreté, le revenu a connu un net recul.

D'autre part, le revenu moyen par habitant, entre 1970 et 2003 est demeuré au dessous du niveau enregistré par l'Afrique subsaharienne (484\$), de la moyenne du continent africain (603\$), du niveau moyen connu au Maghreb (1163\$) ainsi que du niveau moyen au Sénégal (484\$).

Par ailleurs, il est à noter que la structure du Produit Intérieur Brut (PIB) s'est considérablement transformée au cours du temps, entre 1980 et 2000, le secteur primaire représentait en moyenne 22,7 % du PIB, le secondaire 27,7 %, le tertiaire 39,5 %.

A partir de 2000, compte tenu des changements structurels qui ont marqué l'économie nationale, le poids du secteur tertiaire s'est renforcé à 44,7 % du PIB, contre 26,8 % pour le secondaire et 18,5 % pour le secteur rural.

En matière de consommation, qui en terme d'emploi (sans comptable), forme les 4/5 du PIB, la tendance est à la progression continue. En effet, en 2000, elle a absorbé la quasi totalité du PIB, supérieure à ce dernier en 2001 soit 104 %, et en 2002 à 110 % du PIB.

Cette ligne ascendante s'explique, d'une part par une forte

consommation publique (près de 24 %), d'autre part par une vigoureuse consommation des ménages qui passe de 75 % en 1998 à 86 % en 2002. Situation caractéristique d'une majorité de population " économiquement faible " à propension marginale à consommer proche de l'unité, où donc, toute augmentation de revenu se traduit, systématiquement, par une augmentation de consommation.

L'investissement, à travers la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) a été analysé.

L'épargne reste faible

Cette variable a, semble-t-il, connu trois phases, de 1985 à 1988, où elle se situait à plus de 28 % du PIB, largement supérieur aux niveaux constatés dans les pays voisins, de 1989 à 1999 en moyenne de 19 %, soit mieux que le Sénégal, mais moins que le Burkina Faso et le Mali (situation due à la guerre du Golfe, avec le retrait de certains partenaires), à partir de 2000, elle dépasse les 30 % du PIB avec la conjugaison de l'augmentation de l'investissement public et de l'investissement direct étranger (IDE), compte tenu de la libéralisation du secteur des télécommunications et l'avènement de l'exploration pétrolière.

Quant à l'épargne, elle reste très faible en Mauritanie, et surtout difficile à mobiliser, la mentalité des populations plus portées vers la thésaurisation y est pour beaucoup, même si les tontines, certes difficiles à cerner demeurent une autre forme d'épargne " non institutionnalisée ". Très volatile, l'épargne était en moyenne de 1990 à 2002 de 7,3 % du PIB, de 2,5% en 2002, contre 15,2 % et 11,8 % en 2000 et 2001.

D'autres agrégats économiques très importants ont minutieusement analysés, nous allons y revenir lors de nos prochaines livraisons.

MOHAMED OULD AHMED